

Référendum constitutionnel: Le président du MPC, Dr Mahamadou Abdoulaye Doumbia, prône le OUI

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 13 JUIN 2023

1365

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le pays justifie une certaine maturité intellectuelle et politique qui lui permet de se sortir grandi de toutes situations les plus complexes soient-elles. ...

Crise politico-judiciaire au Sénégal

Le pays de la

Terranga a l'obligation

de maintenir la «hauteur»



Nigeria : Le gouverneur de la Banque centrale arrêté, après avoir été suspendu



Remise de matériels et équipements : Donner un coup de pouce à l'agriculture



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 Juin
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

57

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698 873 Vaccinations incomplètes

3742 757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 150

Guéris

32 329

Décès

743

dont 02 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.15



P.18



UNE

Crise politico-judiciaire au Sénégal : Le pays de la Terranga a l'obligation de maintenir la «hauteur»

P.5

BREVES

Référendum constitutionnel : Le président du MPC, Dr Mahamadou Abdoulaye Doumbia, prône le OUI

P.10

Projet de nouvelle constitution : 100 jeunes leaders et acteurs de médias formés !10

P.10

Nigeria : Le gouverneur de la Banque centrale arrêté, après avoir été suspendu11

P.11

Accès à l'électricité hors-réseau : Des acteurs se concertent11

P.11

Referendum du 18 juin : L'appel du Parena aux groupes armés12

P.12

Tenue de la 2e édition du salon des médias : Une école pour les jeunes journalistes12

P.12

ACTUALITES

Mali : Communiqué de la médiation internationale15

P.15

Remise de matériels et équipements : Donner un coup de pouce à l'agriculture16

P.16

POLITIQUE

Réformes politiques et administratives en cours au Mali : Finalisation de la Feuille de Route pour mieux intégrer la dimension genre dans le processus18

P.18

Couverture médiatique en période électorale : La HAC et l'IDEA outillent les hommes de media !20

P.20

CULTURE ET SOCIETE

Bazins imprimés : Le tissu vedette des Maliens21

P.21

INTERNATIONAL

Côte d'Ivoire : Le mécanisme régional sur la libre circulation des personnes et des biens en conclave à Abidjan22

P.22

Allemagne : Débat autour de la restitution d'art au Nigeria23

P.23

SPORT

Coupe du Monde des Clubs de la FIFA : Al Ahly obtient sa qualification24

P.24

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

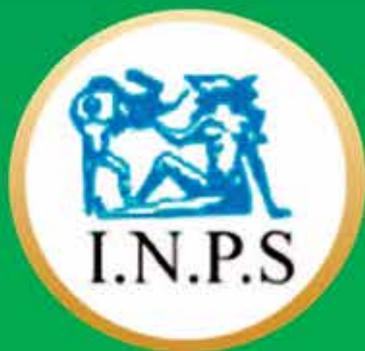
• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités

Crise politico-judiciaire au Sénégal

Le pays de la Terranga a l'obligation

de maintenir la «hauteur»



Le pays justifie une certaine maturité intellectuelle et politique qui lui permet de se sortir grandi de toutes situations les plus complexes soient-elles.

1. Des objets de même couleur ne brillent pas forcément de la même manière, dit-on. Dans une Afrique «plurielle», le Sénégal fait indis-

cutablement exception à bien des égards, du moins en Afrique francophone.

Quand le pays justifie un certain statut, chaque citoyen fait attention. Cela exige de tout le monde de la rigueur et de la discipline sur soi-même, le respect, la retenue. L'image du pays devient un enjeu : on ne fait pas tout, on ne dit

pas tout, on ne joue pas toutes les «cartes en mains» quand bien même on en a la possibilité.

Le Sénégal dispose de plusieurs cartes qui font la fierté de tous les panafricanistes du continent et qui pourraient être mises en avant prioritairement à n'importe quelle circonstance.

2. Le Sénégal, c'est le pays de Cheikh Anta DIOP. S'il y avait un «Prix Nobel» en histoire et anthropologie, il devrait être décerné à ce savant égyptologue, à titre posthume, pour avoir été la lumière de toute la planète en matière de «savoir sur l'Égypte des pharaons».

Le Professeur Cheikh Anta DIOP fait quasiment l'unanimité d'abord en Afrique dans sa diversité anglophone, arabophone, francophone, hispanique et portugaise en matière de recherche sur les «humanités classiques africaines» en général et l'Égypte en particulier, et ensuite dans le monde entier.

Il a sans doute contribué au respect de l'Homme noir dans le monde. Des «savoirs» que l'on croyait relever de la haute intelligence des autres sont en fait d'origine africaine, s'ils ne sont pas des copies.

3. Le Sénégal, c'est aussi le pays du Juge Kéba M'BAYE, cet éminent juriste de rang mondial : père fondateur du Tribunal Arbitral du Sport, Vice-Président de la Cour internationale de justice, La Haye, pendant près de 09 ans, membre du groupe d'experts chargés par le Conseil de sécurité des Nations unies en 1992, pour enquêter sur les crimes commis en Yougoslavie.

Homme d'éthique, cheval contre les injustices, il s'est impliqué fortement dans le combat contre l'apartheid en milieu sportif.



Essayiste, auteur de nombreux ouvrages, la seule évocation du nom de Kéba M'BAYE devrait permettre aux instances judiciaires sur le continent de ne pas franchir certaines limites en matière d'application du Droit. M. M'BAYE est une icône mondiale du Droit, sa biographie et ses œuvres méritent d'être enseignées dans les Facultés de Droit.

4. Le Sénégal, c'est le pays du Président Me Abdoulaye WADE, une «réserve inépuisable de solutions». Chercheur infatigable, face aux questions nationales, aux questions continentales en passant par des questions communautaires, le Président WADE sort de sa «boîte à outils», des solutions appropriées, les unes aussi pertinentes que les autres. Visionnaire, il a anticipé la «renaissance Africaine».

5. Le Sénégal, c'est le pays de la démocratie.

Quand le roi Hassan du Maroc ironisait sur la «baisse du niveau des débats à la plénière des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, du fait que les uniformes et les armes ont remplacé majoritairement les costumes et les stylos», le Sénégal figurait parmi les exceptions avec un Président Senghor, agrégé de grammaire, coauteur avec Aimé Césaire du mot «négritude». Le Sénégal n'a jamais connu de coup d'état.

6. Si «l'histoire politique» du continent est plus connue dans beaucoup de pays que son «histoire économique», le Sénégal, c'est aussi l'expression d'une certaine «histoire économique» de l'Afrique avec la naissance de Chefs d'entreprises bien avant les indépendances.

7. Le Sénégal, c'est aussi le rayonnement d'un pays, d'un continent à travers la présence de brillants cadres dans de nombreuses Organi-

sations internationales : UNESCO, FAO, Banque Mondiale, BAD, etc.

8. Le Sénégal, c'est le pays qui dispose d'une certaine «élite intellectuelle». Quand dans beaucoup de pays francophones, des cadres ont du mal à lire, par jour, deux pages ou de se concentrer sur une vidéo plus de quinze minutes, au Sénégal, on rivalise en publications. L'Université Cheick Anta DIOP occupait une bonne place dans beaucoup de classements. Les débats au Parlement Sénégalais étaient animés, riches, des débats «des plus intellectuels» par rapport à beaucoup d'autres.

9. Pour ne citer que cela, certaines choses pourraient difficilement arriver au Sénégal. Le pays a des assises intellectuelles, politiques et économiques qui lui permettent de résister à beaucoup de crises et de chocs.

10. La vie n'est pas un «parcours linéaire». Celui-ci est parsemé d'obstacles et d'embûches. Le monde économique est alterné de conjonctures, récessions et crises tout le comme la stabilité, l'instabilité, voire les révolutions se succèdent en matière politique.

11. Dans tous les cas, ce qui est demandé aux Chefs d'entreprises et Dirigeants politiques, en période de crises, ce qui est testé, c'est leurs capacités à être à la hauteur, pour maintenir la «continuité d'exploitation» de l'entreprise pour les premiers et le «renforcement de l'unité nationale et le vivre ensemble» pour les seconds. Les tempêtes ne peuvent pas faire chavirer un navire conduit par d'excellents capitaines et commandants de bords.

12. Ce qui se passe maintenant au Sénégal pourrait être qualifié de préoccupant par certains, mais n'est nullement inquiétant pour beaucoup d'observateurs, car ce pays a du répondant : une «masse critique» d'intellectuels, une intelligence collective qui lui permettent d'empêcher la dégénérescence de toute situation.



Dans l'histoire des pays africains post-indépendance, le pays a su arriver à bout de bien des situations avant que le point de non-retour ne soit atteint. Le Sénégal dispose d'importants «ressorts intellectuels» qui lui ont per-

mis de se sortir grandi de toutes les situations les plus complexes fussent-elles.

Siné DIARRA, Expert-Comptable, Essayiste, Bamako



USAID Mali



Abdoulaye Dembélé est technicien de labo-pharmacie et exerce comme laborantin au centre de santé communautaire de Sanoubougou, Sikasso . Il a participé à plusieurs formations initiées par USAID - US Agency for International Development Keneya sinsi wale notamment celle sur la mise en place d'un système de management de la qualité au laboratoire. « Aujourd'hui, j'ai acquis des compétences de base sur les 12 domaines de gestion de la qualité au laboratoire. Ce qui m'a permis de mettre en place dans mon laboratoire des procédures standards opérationnelles pour la bonne exécution des analyses effectuées. J'ai également pu établir une documentation adéquate pour la traçabilité de mes activités de routine tels que la séparation et l'identification des postes de travail, les fiches descriptives de mes rôles et responsabilité, la maintenance préventive de mes équipements ainsi que le contrôle interne des analyses... », explique Abdoulaye. Outre Abdoulaye, ils sont 66 personnels de laboratoire dans la région à avoir bénéficié de cette formation. A suivre....
USAID Global Health Palladium: Make It Possible USAID Mali



AMARA Bathily Page



CES NOUVEAUX RICHES PAR ACCIDENT QUI ACHETENT OU CONSTRUISENT DES IMMEUBLES EN RCI, AU SÉNÉGAL OU ICI ONT EU L'ARGENT LÀ OÙ?

Empower Mali



Empower Mali fait appel à votre générosité. Le village de Kapeleguè bénéficie désormais d'un système d'eau potable grâce à notre Fondation Empower Mali ! Merci à notre donatrice Katie Pearce pour son soutien essentiel. L'accès à l'eau potable est vital et cette réalisation nous remplit de joie. Nous exprimons notre profonde reconnaissance envers la communauté de Kapeleguè et Katie Pearce. Ensemble, nous avons améliorons la vie des habitants et créons un

avenir meilleur. Merci à tous ceux qui ont contribué à ce projet. Continuons à apporter des changements positifs et durables dans les communautés vulnérables. #EmpowerMali #EauPotable #SoutienCommunautaire #Kapeleguè #MerciKatiePearce

The village of Kapeleguè now benefits from a drinking water system thanks to our Empower Mali Foundation!
Thank you to our donor Katie Pearce for her vital support. Access to clean water is vital and this achievement fills us with joy. We express our deep gratitude to the community of Kapeleguè and Katie Pearce. Together, we have improved people's lives and created a better future.
Thank you to everyone who contributed to this project. Let's continue to bring about positive and lasting change in vulnerable communities. #EmpowerMali #DrinkingWater #CommunitySupport #Kapeleguè #ThanksKatiePearce



Awa Sylla



J'étais pour le Oui mais orange risque de me faire dégoûter ce OUI. Celui qui est derrière ça doit arrêter ça maintenant.

Ouara Hamed Kouyaté



Que votre voyage pour la Mecque soit rempli de découvertes profondes, de paix intérieure et d'illumination. Que vous puissiez trouver des réponses à vos questions, une connexion plus profonde avec vous-même le Prophète (PSL) ALLAH le créateur et une compréhension plus claire de votre chemin spirituel. Que chaque étape de votre voyage soit bénie de sagesse et de guidance divine. Puissiez-vous revenir enrichi, transformé et rempli d'amour et de lumière. Bon voyage Cheick Saïd !
Votre élève Ouara Hamed Kouyaté



■ Abdoul Aziz Abdoulaye



50.000 Places multiplie par 2000F est égal à 100.000.000F.

Sans ajouté le cfa de communication

■ Alou Badra Haïdara



MEDINE : Les pèlerins maliens ont entamé une série de visites religieuses lundi matin

Plusieurs centaines de pèlerins maliens, après la prière de fajr, ont entamé ce matin une visite religieuse à la Rawdah en saluant le Prophète Muhammad Rassoulilah. Après quoi ils se sont rendus à Baqia, le cimetière contigu à la Mosquée Prophétique où reposent des membres de la famille de l'Envoyé de Dieu, des califes, des sahibs, des imams...

Très contents, des pèlerins qui étaient impatients, ont salué le professionnalisme des guides religieux.

D'ores et déjà des cars sont mis à la disposition des pèlerins qui vont intensifier dans les prochains jours ziyara et visites de sites qui foisonnent à Médine et ses environs
CC/MH



■ Moussa AG Acharatoumane



#Daesh: le monstre a frappé dans 4 pays (#Nigeria, #Niger, #Mali et #Burkina) en qlqs jours sur des armés, des populations et des groupes rivaux , récupérant ainsi un grand arsenal, des milliers de troupeaux, des morts. le danger est là, nos états doivent se réveiller à temps.



■ KONATE Malick



« Il n'y a pas eu de coup d'État contre IBK. C'est une démission qu'il a signée et aucune preuve n'existe pour dire que c'est un coup d'État. Seule une enquête peut clarifier cela. Sinon ce que j'ai comme preuve, c'est la démission » dixit Colonel Abdoulaye Maïga, ministre d'État, porte-parole du gouvernement lors d'une interview sur un plateau radio hier à Bamako. #Bèki_Takè

■ Amadou le Politologue Diallo`



A l'Ambassade de #Guinée au Sénégal ce 12 juin 2023 La situation est #grave pour nos concitoyens résidents au #Sénégal, le gouvernement #expulse des guinéens sans aucune forme juridique, au mépris même des textes fondateurs de l'UA et Cedeao, Mfz #Kebetou #Pastef

■ Séga DIARRAH



#Mali : La réforme constitutionnelle proposée sème le doute et l'inquiétude. Elle déséquilibre nos institutions et nous pousse vers un régime présidentiel, créant un chef omnipotent et omniscient. Beaucoup n'ont pas lu le document en détail, mais sont plutôt manipulés pour approuver le projet. Est-ce l'avenir que nous souhaitons laisser à nos enfants ? L'élan du camp du OUI, soutenu par le pouvoir en place et utilisant les ressources de l'État, faiblit. Leur campagne est un échec. Nous devons faire preuve de vigilance et réfléchir profondément avant le 18. Une constitution est un héritage durable - ne devrions-nous pas y réfléchir davantage avant de nous engager ?

Référendum constitutionnel : Le président du MPC, Dr Mahamadou Abdoulaye Doumbia, prône le OUI



Le parti Mouvement Populaire pour le Changement (MPC), dirigé par le Dr Mahamadou Abdoulaye Doumbia, a appelé ses militants et tous les Maliens à voter OUI lors du référendum constitutionnel prévu pour le 18 juin 2023. Les responsables du parti ont organisé une conférence de presse au siège du parti à Sébénicoro, dans la Commune IV du district de Bamako, en présence de la présidente des femmes du parti, Madame Bakélen Sitan, des militants et de plusieurs jeunes et femmes riverains du quartier de Sébénicoro.

L'objectif de cette rencontre était d'encourager les Maliens à accomplir leur devoir citoyen en se mobilisant pour voter OUI. Le MPC, créé en 2019, est principalement composé de jeunes qui souhaitent faire de la politique différemment.

La présidente des femmes du parti, Madame Bakélen Sitan, a invité toutes les femmes maliennes à sortir massivement pour voter OUI le 18 juin prochain, rappelant que le MPC a été créé en 2019 pour la cause de la jeunesse et des femmes.

Le Dr Mahamadou Abdoulaye Doumbia, président du MPC, a souligné que la nouvelle constitution permettra de restaurer la dignité, la souveraineté et l'indépendance de la République du Mali, car elle a été rédigée par les hommes et les femmes du pays. Il a également précisé qu'elle permettra aux Maliens de prendre leurs propres décisions pour leur bonheur, et que les organisations telles que la CEDEAO, l'UEMOA et l'Union Africaine respecteront et laisseront le Mali en paix.

Projet de nouvelle constitution : 100 jeunes leaders et acteurs de médias formés !



Les locaux de la maison de la femme de la rive droite de Bamako ont abrité le vendredi 09 juin dernier, la cérémonie d'ouverture des travaux de la session de formation des 100 jeunes leaders, femmes et acteurs de médias couplés au lancement officiel de la mise en œuvre des activités du projet « les ateliers citoyens ». La cérémonie était présidée par le coordinateur national d'EVEIL MALI, M. Hamma CISSE.

Selon son coordinateur, l'Eveil Mali vise entre autres trois objectifs qui sont les suivants : contribuer à la promotion de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques ; contribuer à la promotion de la participation citoyenne inclusive des jeunes et des femmes dans la gestion des affaires publiques et encourager et renforcer l'engagement politique des citoyens en occurrence les jeunes et les femmes.

A l'en croire, Eveil Mali dispose à ce jour 158 points focaux désignés dans 60 localités à travers deux décisions. Les 158 points focaux d'Eveil Mali sont repartis entre les six communes du district de Bamako, l'intérieur du Mali et neuf (9) pays de résidence des Maliens établis à l'extérieur. Rappelons qu'Eveil Mali à travers les Ateliers Citoyens veut contribuer auprès des autorités a apporté des solutions durables aux problèmes d'accès limité des jeunes et des femmes à l'information, à la formation et d'autres opportunités pouvant favoriser leur pleine participation ; de faibles vulgarisations des documents d'intérêt national (en occurrence le projet de la nouvelle constitution) auprès des populations.

A.Ouattara/Malijet.com

Le Dr Doumbia a également mis en avant certaines innovations dans le projet de nouvelle constitution, telles que la destitution du président de la République (article 73), la création du Sénat, la création de la Cour des Comptes, la possibilité de poursuivre les ministres (article 82) devant les juridictions communes, l'officialisation des langues nationales, la présence des Maliens de la diaspora au niveau des députés dans l'Assemblée Nationale et la sanction de la transhumance politique.

En conclusion, le Dr Doumbia a invité tous les Maliens à se mobiliser pour voter OUI le 18 juin 2023.

Accès à l'électricité hors-réseau : Des acteurs se concertent



Dans le but de jouer sa partition comme l'indique sa dénomination, le Projet régional d'accès à l'électrification hors-réseau (Rogeap) a organisé un atelier à l'intention des acteurs du secteur le 7 juin 2023 dans un hôtel de la place, sous la présidence de Soussourou Dembélé, Secrétaire général du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau.

L'atelier visait à identifier les moyens d'accès à l'électrification hors-réseau et formuler des recommandations pour faciliter l'accès à l'électricité aux populations défavorisées. 50% des Africains n'ont pas accès à l'électricité et la majorité vit en milieu rural, a révélé El Hadj Sylla. Ce projet permettra d'atténuer ce taux élevé est convaincu ce responsable du Projet régional d'accès à l'électrification hors réseau (Rogeap).

Encore le Rogeap s'inscrit dans le cadre du Programme d'accès aux services d'électricité durables (Repases) de la Cédéao, a renchéri le Secrétaire général du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, Soussourou Dembélé. Il contribue directement aux objectifs de la politique en matière d'énergies renouvelables de la Communauté, notamment l'objectif «fournir un accès universel à l'électricité dans la région d'ici 2030», a-t-il précisé.

Financé par la Banque mondiale avec un cofinancement du Fonds pour les technologies propres (Ctf) et la Direction générale de la Coopération internationale (Dgis) du gouvernement des Pays-Bas, le projet ambitionne d'accroître l'accès à l'électricité des ménages, entreprises et institutions publiques grâce à des systèmes solaires autonomes modernes, notamment des mécanismes solaires photovoltaïques hors-réseau. Cela par le biais d'une approche régionale harmonisée.

A l'en croire, ce projet a deux composantes. La première consiste à soutenir les secteurs public et privé en améliorant l'environnement favorable à l'investissement privé aux niveaux régional et national. La seconde consiste à faciliter aux fournisseurs de services pour l'électrification des ménages et des entreprises commerciales, l'accès aux financements à l'aide d'un intermédiaire financier.

Augmentation de la demande de 10% par an !

M Dembélé a rappelé que dans le souci constant d'améliorer le cadre de vie des populations, le gouvernement a fait de l'accès à l'énergie un des piliers de ses actions de lutte contre la pauvreté. La demande en électricité au Mali a augmenté d'au moins 10% par an au cours de la dernière décennie et devrait continuer à croître à moyen terme, nécessitant des

Nigeria : Le gouverneur de la Banque centrale arrêté, après avoir été suspendu



Le Nigeria a connu une situation politique tendue ces derniers temps, notamment avec l'arrestation du gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, qui a été suspendu de ses fonctions par le président Muhammadu Buhari. Selon les autorités nigérianes, cette décision aurait été prise en raison de l'incapacité de M. Emefiele à gérer l'économie du pays de manière efficace.

Il convient de noter que la Banque centrale du Nigeria est l'institution financière la plus importante du pays et qu'elle est responsable de la formulation et de la mise en œuvre de la politique monétaire. La suspension du gouverneur de la Banque centrale a donc suscité des inquiétudes quant à l'impact sur l'économie nigériane.

Cependant, le gouvernement nigérian a assuré que cette décision n'aura pas d'effet négatif sur l'économie du pays et que la Banque centrale continuerait à fonctionner normalement. Par ailleurs, un nouvel intérimaire a été nommé pour remplacer M. Emefiele, en attendant la nomination d'un nouveau gouverneur.

Il est important de souligner que cette situation souligne l'importance de la stabilité politique et économique dans un pays. Les investisseurs et les entreprises ont besoin d'une certaine prévisibilité et de confiance dans les institutions financières pour pouvoir fonctionner efficacement. Il convient donc de surveiller de près l'évolution de la situation au Nigeria et ses répercussions sur l'économie du pays.

Binadjan Doumbia

investissements importants dans les infrastructures de production, de transport et de distribution, a-t-il révélé. « L'accès à l'électricité est un levier important pour la réduction de la pauvreté, en particulier pour les femmes et les jeunes ruraux, principalement actifs dans les chaînes de valeur agricole. Aussi est-il important d'améliorer ce facteur pour réduire la pauvreté, lutter contre les inégalités entre les sexes et les nombreuses autres formes d'exclusion ».

Drissa Togola / Source : Le Challenger

Referendum du 18 juin : L'appel du Parena aux groupes armés



Dans une déclaration intitulée «Appel du Parena aux Mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale (Apr)», le bélier blanc appelle à la retenue.

«À une dizaine de jours de la tenue du référendum constitutionnel voulu par les autorités de la transition, le Parti pour la renaissance nationale (Parena) réitère l'appel à la retenue maintes fois adressé aux mouvements signataires de l'Apr et à tous les protagonistes de la crise du Septentrion», peut-on lire dans ce document en date du 8 juin 2023.

«Le Parena exhorte les dirigeants des mouvements et de la société civile du Nord à ne pas entraver la tenue du référendum du 18 juin. Un référendum constitutionnel est une élection nationale qui doit se dérouler sur toute l'étendue du territoire national. N'insultons pas l'avenir, ne compliquons davantage une situation déjà difficile !».

«Dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt de la paix, laissez, s'il vous plaît, les opérations référendaires se dérouler dans les régions du Nord comme partout ailleurs au Mali. La non-tenue du référendum sur une partie du territoire national est grosse de significations et de conséquences pour la suite».

Réunion urgente du CSA

Le Parti de Tiébilé Dramé appelle à la tenue d'un CSA extraordinaire pour sortir de l'impasse. «Le Parena, soucieux de la stabilité du pays et de la préservation de son intégrité territoriale, est convaincu que les griefs relatifs aux lenteurs du processus de paix doivent être exposés au sein du mécanisme prévu à cet effet : le Comité de suivi de l'Accord (CSA). La tenue d'un CSA extraordinaire avec la participation de tous, notamment celle des ministres des pays membres de la médiation internationale doit être annoncée au plus vite pour sortir de l'impasse et relancer le

Tenue de la 2e édition du salon des médias : Une école pour les jeunes journalistes



Les rideaux sont tombés samedi 10 juin 2023 sur la deuxième édition du Salon des médias. L'événement était placé sous le thème « La presse à l'ère du digital-Défis, enjeux et perspectives ». Il s'est tenu au palais de la culture Amadou Hampaté Ba.

Rencontre du donner et du recevoir, le salon des médias du Mali, 2^e édition a répondu à toutes les attentes. Premier événement du genre au Mali, le salon a été le lieu de convergence des Hommes de Médias du Mali et de la sous région.

La cérémonie de lancement a été agrémenté par la présence de plusieurs personnalités du Mali notamment le chef du gouvernement du Mali. Véritable école pour les jeunes journalistes et cadres d'échanges pour les directeurs et professionnels de presse, le salon, selon un membre de la Commission d'organisation, a été un carrefour d'échange entre journalistes pour parler des maux de la profession.

Il a été un lieu pour de grands noms de la presse malienne, des ministres, des directeurs, des chercheurs d'échanger sur le thème retenu. Quatre jours durant, ce sont plusieurs apprenants du métier de journalistes des radios, de la télévision, des Web TV ont également bénéficié de formations, dispensés par les professionnels à travers l'initiative « l'école du salon ». Que dire des conférences débats animés par les ministres de la république en exercice ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que le Salon des médias a été un satisfecit.

Vivement la 3^e édition.

Mariam Diarra (stagiaire) / Source : Arc en Ciel

processus de paix».

Le principe de la neutralité de l'administration rappelé par Moussa Mara Référendum du 18 juin : Evitons d'impliquer l'administration publique dans la campagne référendaire pour un camp ou un autre ! La présence des représentants de l'Etat dans les meetings de campagne, les appels des services publics pour la mobilisation de leur cadre ou encore des décisions de libération du personnel d'Etat pour assister à un événement de soutien pour un camp, sont tout à fait contraires au principe de la dépolitisation et la neutralité de l'administration, pourtant sollicité par les Maliens lors des Assises nationales de la refondation et fortement recherché par les autorités de la transition.

Source : Le Challenger

REGION DE KAYES
CERCLE DE DIEMA

=====
N°2022-27/P-CD

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE- UN BUT- UNE FOI

=====

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

LE PREFET DU CERCLE DE DIEMA

Vu la loi n°04-038 du 05 Août 2004 relative aux Associations ;

Certifie avoir reçu de : **Monsieur Ibrahima DIAOUNE**, Président de l'association demeurant à Diangounté Camara, Commune rurale dudit, Cercle de Diéma, une déclaration en date du 26 septembre 2022 par laquelle, il fait connaître la constitution d'une Association dénommée :

ASSOCIATION du Comité de Gestion de de la Radio DJIIDA FM Diangounté Camara

Ayant pour But :

- Sensibiliser, Animer et orienter la commune dans les actions pouvant promouvoir le développement ;
- Réaliser des actions de plaidoyer auprès de la commune et les auditeurs pour le développement de la Radio ;
- Chercher des fonds auprès des ONG et autres pour renouveler le matériel existant vétuste et pour acheter des panneaux solaires a fin d'assurer l'électrification de la radio.
- Promouvoir la réalisation d'un Bureau pour le comite de gestion de la Radio
- Développer entre les membres la solidarité, l'unité et l'entraide mutuelle ;
- Lutte contre l'analphabétisme, les maladies et la malnutrition ;
- Encadre, informer et former les animateurs pour pérenniser les actions entreprises.

Son siège social est situé à Diangounté Camara ; Chef-lieu de commune.

• **Le dossier comprend :**

1) *Trois (03)* exemplaires certifiés conformes de la déclaration d'intention en date du 26/09/2022 ;

2) *Trois (03)* exemplaires certifiés conformes du procès- Verbal de l'Assemblée Constitutive ;

3) *Trois (03)* exemplaires certifiés conformes du statut de l'association ;

4) *Trois (03)* exemplaires certifiés conformes du règlement Intérieur ;

En application des dispositions des articles 7 et 8 de la loi précitée, il appartient au déclarant de :

A-Faire insérer au Journal Officiel de la République du Mali, un extrait comportant :

La date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, l'indication de son siège social ainsi que les noms des membres du bureau ;

B-Notifier à l'Administration, dans un délai de trois mois, les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association, les modifications apportées au statut, les changements d'adresse du siège social, les nouveaux établissements fondés et les acquisitions ou aliénations d'immeubles.

NB Le présent récépissé n'engage nullement la responsabilité de l'administration de la validité et de la légalité de l'association intéressée

Diéma, le 27 septembre 2022

P/ Le Préfet P.O

Le 1^{er} Adjoint



DJIGUI KEITA

Membre du Corps Préfectoral



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Mali : Communiqué de la médiation internationale

Au cours des semaines écoulées, la Médiation internationale, conformément au rôle qui lui est imparti, a déployé des efforts soutenus pour favoriser la relance du processus de paix. Elle a, dans ce cadre, conduit des consultations intensives avec les Parties maliennes à l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du Processus d'Alger. Elle a aussi commis une expertise juridique internationale pour, dans la mesure du possible, faciliter une compréhension commune de la relation entre le projet de Constitution soumis à référendum le 18 juin et l'Accord de paix, notamment en ses dispositions relatives au cadre institutionnel et à la réorganisation territoriale.

A l'issue des consultations qu'elle a conduites, la Médiation :

(1) prend note de la réaffirmation par les Parties de : (a) leur attachement ferme à l'Accord de paix, (b) de sa centralité pour la stabilisation durable du Mali, ainsi que (c) de sa validité continue, y compris après le 18 juin, et ce que

jusqu'au parachèvement de sa mise en œuvre ;

(2) se félicite de l'assurance réitérée par le Gouvernement quant à son engagement à poursuivre le processus de mise en œuvre de l'Accord après le référendum. Sur ce point, la Médiation relève que, sur la base de l'expertise qu'elle a commise, le projet de Constitution, qui reconnaît le principe de la libre administration des collectivités locales, ne fait pas obstacle à l'opérationnalisation de l'architecture institutionnelle prévue par l'Accord ;

(3) se félicite, en outre, de la disposition des Parties à engager le dialogue avec l'urgence requise pour trouver des solutions aux autres aspects pendants du processus de paix, notamment (a) la question de la chaîne de commandement dans le contexte du pilier défense et sécurité de l'Accord, à travers l'activation de la Commission ad hoc convenue lors de la réunion de niveau décisionnel d'août 2022 ; (b) les questions de développement socio-économique ; et (c) la situation sécuritaire avec ses

dramatiques conséquences humanitaires pour les populations vivant dans les zones affectées par la violence ; et

(4) réaffirme son engagement à jouer pleinement son rôle de Garant politique de l'Accord de paix et de la mise en œuvre de l'ensemble de ses dispositions, ainsi que des mesures énumérées plus haut, y compris en ce qui concerne les réformes institutionnelles prévues par l'Accord de paix.

À la lumière de ce qui précède, la Médiation internationale :

(1) encourage fortement les Parties à continuer à se concerter avec l'urgence qu'impose la situation, pour parvenir à une entente de nature à créer une dynamique de confiance et à faciliter la reprise formelle du processus de paix, avec l'accompagnement actif de la communauté internationale ;

(2) demande, dans l'intervalle, aux Parties de faciliter le déroulement normal dans les zones concernées du Nord du Mali du vote des membres des Forces de défense et de sécurité prévu ce jour, dans le cadre des efforts visant à assurer la bonne tenue du référendum constitutionnel, selon le chronogramme annoncé, sur tout le territoire national.

La Médiation internationale remercie les Parties pour la confiance placée en elle, y compris en sa qualité de Garant politique de l'Accord et de la mise en œuvre de toutes ses dispositions. Elle leur lance un appel pressant pour donner une suite positive et urgente aux mesures énumérées plus haut.

La Médiation internationale est déterminée à poursuivre ses efforts. Elle demeure convaincue que les difficultés que connaît le processus de paix n'ont rien d'insurmontables, dès lors qu'existe la volonté politique nécessaire, et que toute voie autre que celle du dialogue ne conduira qu'à davantage de souffrances pour le peuple malien et à plus d'instabilité pour la région.

Bamako, le 11 juin 2023

Source : Malijet



Remise de matériels et équipements : Donner un coup de pouce à l'agriculture

La cérémonie de remise de matériels et équipements à la direction nationale de l'agriculture dans le cadre de l'approche SHEP au Mali a été présidée par le secrétaire général du département rural, Daniel Siméon Kéléma. L'objectif est de vulgariser l'approche SHEP au profit des exploitants agricoles pour leur permettre d'améliorer leurs revenus.

Il est important de souligner que cette approche permet au producteur de chercher le marché avant de produire, d'être en contact avec le marché et de chercher toutes les informations utiles pour pouvoir planifier la production. Les matériels sont composés de 10 motos tout terrain, 8 ordinateurs et 8 WI-FI pour faciliter la connexion.

Le directeur national de l'agriculture, Oumar Tamboura, a déclaré que le projet d'extension de l'approche agriculture orientée vers le marché, dénommée «l'approche SHEP», a été lancé en août 2022 au niveau du département, en présence du ministre du Développement Rural, de l'ambassadeur du Japon et de l'ensemble des services techniques concernés par ce projet. Cette initiative est venue suite à une participation du ministère du Développement Rural à travers la direction nationale de l'agriculture à une rencontre qui s'est tenue au Kenya en 2019. «À notre retour, le département a mis en place un comité de pilotage avec une phase pilote qui a été réalisée au niveau du cercle de Kati, à travers le Chef secteur de l'Agriculture avec des résultats très probants. Cela nous a permis de solliciter auprès de la coordination sous-régionale du SHEP basée à Dakar une phase d'extension du SHEP au niveau du Mali. Les maraîchers de Kati étaient confrontés à des problèmes d'écoulement de leurs productions agricoles, mais grâce au SHEP, il y a eu des résultats et les régions qui pratiquent l'approche SHEP indiquent que les activités se déroulent normalement. Les principales activités réalisées ou en cours de réalisation par l'approche SHEP sont la for-

mation des directeurs régionaux, la formation des agents de vulgarisation et la formation des exploitants agricoles, qui ont décidé de former 500 exploitants», a-t-il dit.

Le secrétaire général du ministère du développement rural, Daniel Siméon Kéléma, a affirmé que la présente remise est certes symbolique mais significative. «Nous évoluons vers des objectifs majeurs de la Loi d'Orientation Agricole, c'est-à-dire la contractualisation de notre agriculture. Tant que nous ne contractualisons pas notre agriculture, tant que nous ne développerons pas les interprofessions, nous resterons toujours dans un éternel recommencement. «D'une génération à une autre, les données et le contexte évoluent, ce qui oblige à réexaminer les mêmes thèmes et problématiques dans le domaine de l'agriculture. En

organisant les interprofessions et en contractualisant l'agriculture, les différents maillons de la chaîne de valeur seront connectés les uns aux autres, ce qui nous permettra de sortir de l'assistanat. Cela permettra à chacun de trouver les meilleurs produits pour répondre aux exigences du marché. En prospectant le marché, il est nécessaire de s'organiser pour répondre aux critères du marché, ce qui nous permettra d'obtenir des contrats solides et rassurera les institutions de microfinance pour nous accompagner dans ce processus qui cadre parfaitement avec la vision du ministère du Développement Rural, à savoir la contractualisation de l'agriculture.

■ Ibrahim Sanogo





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Réformes politiques et administratives en cours au Mali : Finalisation de la Feuille de Route pour mieux intégrer la dimension genre dans le processus



La MINUSMA, ONU Femmes et le PNUD ont récemment pris part à un atelier qui s'est déroulé du 29 mai au 2 juin afin de finaliser la feuille de route pour mieux intégrer le genre dans le processus électoral et les réformes politiques et administratives en cours au Mali. Cet atelier a rassemblé 30 experts/expertes spécialisés dans les domaines du genre, de la planification et de la gouvernance politique.

Au cours de ces journées de travail, les échanges ont notamment porté sur l'intégration du genre dans les réformes institutionnelles et

administratives, la participation accrue des femmes aux échéances électorales, ainsi que le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route. Grâce à ces échanges, une feuille de route détaillée et stratégique a pu être élaborée, comprenant des actions budgétisées à court, moyen et long terme. Le document final sera soumis aux Ministres de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation pour adoption et exécution.

Cet atelier a permis de mobiliser des expertises variées et complémentaires, avec pour

objectif commun de promouvoir l'intégration de la dimension genre dans les réformes politiques et administratives en cours au Mali. Les participants ont partagé leurs connaissances, leurs expériences et leurs idées novatrices afin de garantir une prise en compte adéquate des enjeux de genre dans ces processus.

L'engagement et la collaboration entre la MINUSMA, ONU Femmes, le PNUD/PAREM et les autres partenaires techniques et financiers ont été essentiels tout au long de cet atelier. L'implication de toutes les parties prenantes a renforcé la légitimité et l'efficacité de la feuille

de route élaborée.

La feuille de route sera soumise aux Ministres de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, ainsi qu'à l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, en vue de son adoption et de sa mise en œuvre. Il s'agit d'une étape cruciale pour concrétiser les recommandations formulées lors du séminaire de haut niveau et pour garantir une intégration effective de la dimension genre dans le processus électoral et les réformes politiques et administratives au Mali.

L'engagement et le soutien des acteurs impliqués, ainsi que la volonté politique affichée, sont des éléments clés pour assurer le succès de cette initiative. La MINUSMA, ONU Femmes, le PNUD/PAREM et les autres partenaires techniques et financiers continueront d'apporter leur appui technique et financier pour accom-

pagner la mise en œuvre de la feuille de route, contribuant ainsi à renforcer l'égalité des genres et la participation active des femmes dans les processus politiques et électoraux au Mali.

La participation de la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Founè Wadidié COULIBALY, à la cérémonie d'ouverture a souligné l'importance des travaux, en présence du Gouverneur et du Maire de la commune urbaine de Ségou. Elle a profité de l'occasion pour remercier le système des Nations Unies et les autres partenaires techniques et financiers qui soutiennent ce processus vital de la refondation du Mali avec les femmes et les jeunes comme des piliers centraux. Elle a également rappelé que les partenaires présents au Mali aujourd'hui sont les amis des Maliens et Maliennes avant d'exhorter l'équipe

d'experts à produire une feuille de route déclinée en actions claires et budgétisées pour une validation et une exécution ultérieures.

M. Njanja Fassu, Chef de la division des Affaires Politiques de la MINUSMA, représentant les partenaires techniques et financiers de l'ONU, a rappelé que la participation égale et significative des femmes aux processus électoraux et politiques est essentielle pour une paix durable dans la refondation du Mali. Il a également souligné l'importance de la feuille de route qui sera finalisée, en tant qu'outil crucial à mettre en œuvre pour soutenir les progrès de la parité entre les sexes au Mali. Enfin, il a réitéré le plein soutien de la MINUSMA, des partenaires de l'ONU au Gouvernement du Mali.

Source : Minusma



Couverture médiatique en période électorale : La HAC et l'IDEA outillent les hommes de média !

Organisée par la Haute Autorité de la Communication en partenariat avec l'Institut pour la Démocratie et l'Assistance Électorale (IDEA) et le Centre Malien pour le Dialogue Interpartis et la Démocratie (CMDID), une formation de deux jours au profit des hommes de média a eu lieu sur la couverture des élections, stratégies de prévention et d'apaisement des tensions socio-politiques en période électorale. C'était du 8 au 9 juin à l'Hôtel Radisson Collection sous l'égide du représentant de la Haute Autorité de Communication (HAC), Seydou Cissouma, du représentant d'IDEA international, Nicholas Matatu et de Boubacar Sandian Camara, représentant du CMDID.

« Pour la première fois, depuis l'avènement de la démocratie pluraliste dans notre pays, les élections à venir vont se dérouler dans un environnement médiatique caractérisé par la présence d'une quarantaine de télévisions privées opérant sur tout le territoire national » a tenu à signifier le représentant de la HAC, M. Cissouma. En outre, il précise qu'on dénombre quelques 500 radios FM disséminées à travers le pays, s'y ajoutent les deux-cent titres de journaux et la soixantaine des sites d'informations. Cela pour dire que le paysage médiatique du Mali s'est donc considérablement renforcé et diversifié depuis la création de la HAC.

« Nous voulons, comme certainement tous les Maliens que les médias jouent leur par-

tition durant les prochaines élections et que ces élections soient équitables, transparentes avec des résultats acceptés de tous » a-t-il émis comme souhait. Avant d'ajouter que toute chose qui va contribuer à la prévention de la paix sociale, soit un facteur favorable aux efforts de développement, gage de stabilité des institutions, de paix sociale tout simplement. C'est pourquoi, dira Seydou Cissouma, la HAC veut conjuguer ses efforts avec ses partenaires pour créer les conditions d'une préparation d'un bon accompagnement des médias maliens aux élections à venir en renforçant leurs capacités de reportage en matière électorale. Et en rappelant le rôle et la mission des médias pour des élections.

Pour sa part, le représentant du CMDID, Bouba-

car Sandian Camara dira que des élections crédibles et inclusives se fondent sur un certain nombre de principes démocratiques fondamentaux. Au nombre desquels il a cité les droits à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à l'égalité devant la loi. Selon lui, le 18 juin prochain entamera à travers le referendum, la série d'élections appelées à déboucher sur un ordre constitutionnel en 2024 théoriquement. Que ce referendum représente une étape cruciale dans le processus de retour du pouvoir aux civils auquel les autorités de la transition se sont engagées.

A ses dires, les hommes de media jouent un grand rôle dans la société, cela implique aussi de grandes responsabilités. De même, le journaliste doit être un agent de paix pour exposer des faits susceptibles d'aider le public à accéder à la vérité et contraindre les autorités politiques à la transparence.

De son côté, la porte-parole des participants, Aichata Diawara, après avoir remercié les initiateurs de l'atelier, dira que les participants s'engageront à mettre en pratique les connaissances acquises et à travailler avec l'intégrité et professionnalisme pour assurer une couverture médiatique responsable et équilibrée des élections à venir.

« Nous espérons avoir l'occasion de collaborer à nouveau à l'avenir et de contribuer ensemble à la promotion d'une démocratie éclairée » a-t-elle conclu.

Par Fatoumata Coulibaly
Source : Le Sursaut



Bazins imprimés : Le tissu vedette des Maliens



Depuis quelques années, les Bazins imprimés ont envahi le marché malien. Avec leur coût abordable et leurs couleurs préalablement définies, ils ont su gagner le cœur de nombreuses personnes, ce qui impacte sérieusement le marché des teinturiers de la capitale.

Les marchés de Bamako sont inondés de Bazins imprimés de toutes les qualités : Getzner, Vainqueur, Super-Vainqueur, Weba, etc. Avec leur allure et leurs dessins, ils sont aimés et sollicités par les Maliens de tous horizons et continuent de se donner une réputation de taille. Surtout à l'approche de la fête de Tabaski, presque tous les Maliens se tournent vers ces types de tissus pour mettre en valeur leur beauté. Plus besoin de prendre du temps pour faire une teinture artisanale, avec les Bazins imprimés, comme le soutiennent certains amoureux de ce produit, « les cœurs battent plus fort et la beauté est toujours au rendez-vous ».

La réalité est que les Maliens, avec leur habitude de paraître toujours rois ou reines lors des cérémonies sociales, n'hésitent pas à acheter ces habits. La raison que Fanta Camara, comme bien d'autres personnes, explique pour justifier cet état de fait est la suivante : « Il n'y a pas d'acrobatie avec les Bazins imprimés. On achète tout de suite et on a la possibilité de l'amener chez le tailleur. Même à une semaine de l'événement, tu peux acheter ton Bazin et le coudre. Chose qui n'était pas facile à faire avant ». Comme l'a affirmé Fanta Camara, les Bazins imprimés sont plus faciles à entretenir, raison pour laquelle ils sont de plus en plus sollicités.

Prenant en compte les arguments préalablement avancés, Rokiatou Sylla, une véritable fan des Bazins, affirme que ces tissus importés d'Angleterre sont juste magnifiques et ne méritent d'être portés qu'à des événements exceptionnels. « À chaque mariage, baptême ou autres fêtes, je me procure de nouveaux types

de Bazin. J'aime particulièrement leurs parfums, leurs brillances et leurs dessins. Même avec la cherté de leur prix, je ne peux m'empêcher de les acheter car ils sont juste magnifiques et donnent une élégance hors pair à la personne qui les porte », déclare-t-elle. Aussi, ajoute-t-elle, leur entretien est assez facile, car ce sont des habits qu'on peut repasser.

Les clientes ne sont pas les seules à apprécier les Bazins dits imprimés. Certains tailleurs aussi félicitent leur prolifération au Mali. D'après ceux-ci, il est facile d'en faire plusieurs modèles classes sans difficultés. « Ces types de Bazins sont assez bénéfiques surtout à l'approche de la fête. À tout moment, tu peux avoir de nouveaux clients », avance Mohamed Diakité, tailleur. Certains se réjouissent de voir le marché malien inondé par les Bazins imprimés, mais d'autres, comme les teinturiers artisanaux, en subissent les conséquences. Mme Traoré Djamilia Touré, teinturière, nous a informés que les Bazins imprimés sont plus sollicités que ceux pour la teinture. Selon elle, les gens sont plus tentés d'acheter les Bazins imprimés en raison de leurs couleurs et dessins attrayants, ainsi que de leur coût et de leur facilité d'acquisition. Cependant, la mise sur le marché de ces Bazins a entraîné un changement de taille dans le travail de teinturier artisanal. Avant, leur présence était indispensable dans la vie des citoyens, car quiconque voulait porter du Bazin devait passer par leurs services. Pendant les périodes de fête, en particulier, ils recevaient toutes sortes de clients. Malheureusement, les choses ont évolué et le marché est très lent, car les gens optent beaucoup plus pour les Bazins préalablement teintés. Le travail de teinturier artisanal n'a plus la même valeur qu'avant, déplore-t-elle.

Pour vérifier les propos avancés par notre précédente interlocutrice, nous avons fait un tour à la boutique des frères Sylla. Selon eux, les Bazins imprimés sont plus sollicités que les Bazins pour teinture par les Maliens résidant au Mali et même ailleurs. Les Bazins sont vendus à 10 000 francs ou plus par mètre et sont très populaires à Bamako et dans ses environs.

Siguéta Salimata DEMBELE

Côte d'Ivoire : Le mécanisme régional sur la libre circulation des personnes et des biens en conclave à Abidjan



L'atelier initié par le Secrétariat Exécutif de la Commission Nationale des Frontières de la Côte d'Ivoire (CNFCI) et la Direction de la Libre Circulation en partenariat avec la Représentation de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, a pour objectif de faire le bilan de la mise en œuvre du manifeste des passagers du mécanisme de suivi de la libre circulation des véhicules de transport inter-états des personnes, des biens et du bétail dans l'espace CEDEAO, avec toutes les parties prenantes en vue de sa relance.

Cet atelier, qui a débuté hier lundi 12 juin 2023 à la représentation permanente de la CEDEAO à Abidjan, permettra de rappeler le rôle de la CNFCI qui est d'assurer la supervision et la coordination des actions de l'Etat aux frontières, s'inscrit dans cette vision et cette dynamique. Le Secrétaire Exécutif de la CNFCI, Diakalidia Konaté, a souligné l'importance de la libre circulation et de la facilitation du commerce sous-régional conformément au pilier 3 de la Stratégie de l'Union Africaine pour la

Gouvernance des Frontières relatif à la Mobilité, migration et facilitation du commerce.

Fanta Cissé, Représentante Résidente de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, a rappelé que la libre circulation est un droit fondamental dans l'espace CEDEAO, d'autant plus qu'elle est essentielle pour le développement économique et social de cette région de l'Afrique. Elle a également souligné que la CEDEAO reste déterminée à accompagner les Etats dans la mise en œuvre effective du mécanisme régional de suivi de la libre circulation des véhicules de transport inter-états des personnes, des biens et du bétail dans l'espace CEDEAO.

En somme, la libre circulation est l'un des piliers fondamentaux de l'intégration des peuples. Elle favorise les échanges commerciaux, renforce la coopération économique et crée des opportunités pour les populations et les Etats. En permettant à nos concitoyens de circuler librement, nous encourageons l'échange d'idées, de compétences et de

cultures, ce qui contribue à renforcer notre identité régionale et à promouvoir la paix et la stabilité », a expliqué Mme Cissé.

Ce projet a été lancé le 12 mars 2013 à Abidjan, dans le corridor de Gonzagueville, dans la commune de Port-Bouët en Côte d'Ivoire, pays pilote. Il a produit des résultats encourageants, notamment en termes de réduction des entraves. Cela a incité les opérateurs économiques, la société civile et les acteurs étatiques, réunis à Ouagadougou du 03 au 05 juillet 2014 pour un forum régional sur la libre circulation, à proposer son extension aux autres pays de la CEDEAO.

En avril 2015, les ministres en charge de la sécurité ont recommandé à la CEDEAO de prendre les actes juridiques pour la mise en place du mécanisme au niveau sous-régional. Cela afin de créer dans chaque Etat membre un comité de pilotage du Mécanisme de suivi et d'envisager l'extension du mécanisme au bétail.

■ Binadjian Dombia

Allemagne : Débat autour de la restitution d'art au Nigeria



Les autorités allemandes, en particulier celles de la région de Saxe, sont préoccupées par un décret qui confère la propriété des œuvres restituées à un chef traditionnel plutôt qu'à l'État nigérian. Cinq mois après la restitution, l'incertitude quant au sort des objets restitués provoque un certain malaise en Allemagne.

En décembre 2022, Berlin a restitué au Nigeria 22 bronzes de l'ancien royaume de Bénin pillés durant l'époque coloniale. Quelques mois après la restitution, une confusion entoure la démarche. À l'origine de cette confusion, un décret promulgué le 28 mars par le président nigérian Muhammadu Buhari, auquel a succédé en mai Bola Ahmed Tinubu, qui confère la propriété des œuvres rapatriées à l'« oba de Bénin » et non à l'État nigérian. Ce chef traditionnel est l'héritier du souverain qui régnait sur ce royaume du sud-ouest du Nigeria au moment où les bronzes ont été volés, lors d'une expédition coloniale britannique à la fin du XIXe siècle. « En tant que propriétaire d'origine [l'oba] doit être responsable de la gestion de tous les lieux où les objets rapatriés sont domiciliés », indique le décret.

Lorsque Berlin est parvenu à un accord sur le retour d'environ 1 100 bronzes provenant de

20 collections et musées allemands, les deux pays ont convenu de l'importance de rendre les œuvres accessibles au public. Il est prévu que les bronzes soient exposés dans un nouveau musée à Benin City, dans le sud de l'État d'Edo. Qu'en sera-t-il en vertu du décret présidentiel ?

Les autorités de la région de Saxe exigent des clarifications et ont mis sur pause les démarches de restitution. La Saxe possède encore 262 bronzes béninois dans ses musées, soit la deuxième plus grande collection d'Allemagne. La région allemande souhaite voir « quel est l'effet de ce décret [...] et comment le nouveau gouvernement va procéder ». Avant cela, « nous n'entreprendrons aucune nouvelle démarche », a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère de la culture de cet État.

Une réaction accueillie avec agacement par la ministre fédérale de la culture, Claudia Roth. « Ce qu'il advient des bronzes maintenant, c'est au propriétaire actuel d'en décider, et c'est l'État souverain du Nigeria », a-t-elle déclaré à la chaîne ZDF. « La restitution des bronzes de Bénin au Nigeria n'était pas soumise à conditions », a également déclaré un porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, Christopher Burger. Mais il a rappelé combien il est « important que le public continue d'avoir

accès aux bronzes de Bénin après la restitution ».

Le débat dépasse la question du lieu où les objets seront exposés, écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung. Lorsque les œuvres d'art sont privatisées, leur interprétation devient également privée, estime le quotidien libéral. Il souligne les recherches historiques selon lesquelles l'ancienne famille royale de Bénin était impliquée dans la traite des esclaves, dont bénéficiaient non seulement les puissances européennes mais aussi les élites locales. Le journal met en garde contre la tentation de gommer cet aspect pour présenter un récit historique glorieux du contexte dans lequel les bronzes ont été créés.

Ces craintes irritent le président de la Fondation du patrimoine prussien, Hermann Parzinger, chargé du musée ethnologique de Berlin. Il se demande si nous voulons vraiment revenir à l'attitude des années 1970, lorsque les Européens assimilaient le retour des biens culturels à l'Afrique à la perte, à la destruction et à la vente. Son musée possède 530 objets historiques provenant de l'ancien royaume béninois, dont 440 bronzes, considérés comme la plus importante collection après celle du British Museum de Londres.

Au Nigeria, le président de l'agence gouvernementale chargée du retour des œuvres pillées, Abba Isa Tijani, souhaite apaiser le débat. Il affirme que les objets seront accessibles aux chercheurs, au public et aux touristes et ne pourront pas être vendus. Quant à la construction du musée de Benin City, elle continue. La famille royale oba de Bénin compte sur ce musée.

Peju Layiwola, historienne de l'art et artiste au Nigeria, très impliquée dans la bataille pour le retour des bronzes, fustige une propagande qui consiste à dire que les objets seront perdus. Elle rappelle que l'oba a toujours clairement indiqué qu'un musée serait créé. Selon elle, tout cela n'est qu'une excuse pour ne pas rendre les objets.

■ Binadjan Dombia

Coupe du Monde des Clubs de la FIFA : Al Ahly obtient sa qualification

Les géants égyptiens d'Al Ahly ont obtenu leur place à la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA après avoir remporté le titre de la Ligue des champions de manière spectaculaire.

L'équipe basée au Caire a scellé sa neuvième participation à la compétition mondiale tant convoitée en émergeant triomphante après une victoire acharnée 3-2 sur le club marocain du Wydad Casablanca dimanche soir.

Le moment décisif est venu lorsque Mohamed Abdelmonem a inscrit un but tardif, scellant le triomphe d'Al Ahly et une place au tournoi qui se jouera en Arabie saoudite plus tard cette année.

L'équipe égyptienne a consolidé sa place lors de la finale mondiale aux côtés d'Al Ittihad, Auckland City, Leon, Manchester City et Urawa

Red Diamonds, tandis que le vainqueur de la Copa Libertadores complètera la formation.

L'année dernière, le Wydad a célébré une victoire mémorable 2-0 sur Al Ahly devant 80 000 spectateurs à Casablanca. Cependant, la finale de cette année s'est déroulée sur deux manches et les Red Devils ont rapidement pris le contrôle lors du match aller au Caire, établissant une avance de 2-0.

Pourtant, juste au moment où le match semblait décidé, Saifeddine Bouhra du Wydad a inscrit un but de dernière minute, ravivant l'espoir pour le Château Rouge.

Yahia Attiyat Allah, qui avait déjà montré son talent pour le Maroc lors de la Coupe du Monde de la FIFA au Qatar l'année dernière, a égalisé les scores cumulés en première mi-temps au stade Mohammed V.

Cependant, c'est Abdelmonem qui s'est avéré être le héros de la soirée, inscrivant un but crucial pour assurer une victoire globale 3-2 à Al Ahly.

Cette victoire capitale propulse Al Ahly à sa neuvième participation en Coupe du Monde des Clubs.

Notamment, Mohamed Aboutrika a joué un rôle déterminant en menant l'équipe à une troisième place à Japon 2006, un exploit qu'ils ont reproduit à Qatar 2020 et aux Émirats arabes unis 2021.

Aujourd'hui, la puissance égyptienne se tourne vers une odyssée saoudienne palpitante, dans le but de s'imposer une fois de plus sur la scène mondiale.

Aichatou Sanogo



**Bélier (21 mars - 19 avril)**

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.

**Taureau (20 avril - 19 mai)**

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.

**Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !

**Cancer (21 juin - 21 juillet)**

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.

**Lion (22 juillet - 23 août)**

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.

**Vierge (23 août - 23 septembre)**

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.

**Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !

**Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.

**Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.

**Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.

**Verseau (20 janvier - 19 février)**

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.

**Poisson (19 février - 21 mars)**

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servés</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Gissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montagne Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débutent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23